

Unité départementale du Loiret
Adresse postale :
DREAL Centre - UD 45
5 avenue Buffon - CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 20/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2025

Contexte et constats

Publié sur 

CEL V BOISSEAUX (exQUARTUS LOGISTIQUE P1P2)

8 avenue Hoche
75008 Paris

Références : 559 / 2025
Code AIOT : 0010013759

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2025 dans l'établissement CEL V BOISSEAUX (exQUARTUS LOGISTIQUE P1P2) implanté Le parc des Buis 45480 Boisseaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEL V BOISSEAUX (exQUARTUS LOGISTIQUE P1P2)
- Le parc des Buis 45480 Boisseaux
- Code AIOT : 0010013759
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement CEL V est une plateforme logistique autorisée par arrêté préfectoral du 14 juin 2019. L'établissement relève du statut Seveso Seuil Bas, compte tenu des produits dangereux susceptibles d'y être stockés.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	30 jours
4	Accès dévidoirs	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.3.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte, Demande d'action corrective	60 jours
7	Protection contre le risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 21	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte, Demande d'action corrective	60 jours
9	Exercice d'évacuation	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.14	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte, Demande d'action corrective	60 jours
10	Liste des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.24.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Astreinte	60 jours
12	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective, Astreinte	60 jours
13	Prévention des risques – Cuve GPL	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article 7.1	/	Demande d'action corrective	60 jours
14	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article 7.13	/	Demande d'action corrective	60 jours
15	Détection automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article 7.12 et 7.22	/	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
16	Système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article 7.13	/	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.3.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Aires de mise en station des moyens aériens	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.3.3.1	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.6.1 Annexe II	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.11	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	Ateliers de charge	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article Articles 2.4, 2.5, 2.6, 2.9, 4.3 et 4.9	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
11	Plan de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.23	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks gestion accidentelle
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 18/12/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 29/03/2025
Prescription contrôlée :

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

Lors de la visite du 19/12/24, l'inspection avait constaté que les états des stocks présentés par les deux locataires n'incluaient pas :

- les déchets d'exploitation ;
- les réserves de carburants liés aux groupes motopompes des moyens d'extinction incendie et au groupe électrogène ;
- la réserve GPL ;
- le rack de bouteilles de gaz pour engins de manutention ;
- les emballages, notamment les caisses en bois.

Par courriel du 08/11/25, l'exploitant avait indiqué que :

- les états des stocks avaient été modifié pour inclure les éléments manquants ;
- les états de stocks étaient déposés hebdomadairement au poste de garde.

Le jour de la visite objet du présent rapport, l'inspection demande à l'exploitant la transmission des états des stocks.

Comme observé lors de la visite précédente, chacun des deux locataires dispose de son propre état des stocks. L'exploitant indique toutefois travailler sur un document unique couvrant l'ensemble du bâtiment et devant être mis en place avant la fin d'année 2025.

Ces documents présentent, pour chacune des cellules, la quantité de produits par rubrique ICPE et par mention de danger.

L'inspection note que les états des stocks incluent les déchets d'exploitation, les réserves de carburants liés aux groupes motopompes des moyens d'extinction incendie et au groupe électrogène, la cuve GPL et les bouteilles de gaz pour les engins de manutention. En revanche, les palettes et des emballages n'ont été inclus dans l'état des stocks que d'un des deux locataires.

En dehors des réserves de carburant et de gaz liquéfié sus-citées, l'inspection note l'absence de stockage de produits dangereux relevant des rubriques 4XXX de la nomenclature ICPE. Lors de la visite des cellules, l'inspection ne constate pas l'entreposage de tels produits.

L'inspection constate que les états des stocks des deux locataires sont disponibles physiquement au poste de garde : l'un est daté du 07/11/25 (soit 7 jours avant la visite objet du présent rapport) tandis que l'autre est daté du 21/05/25. Le locataire concerné explique cette situation par l'absence d'évolution depuis cette date, en raison de la faible évolution de ses stockages (n'incluant aucun produit dangereux) et par le caractère majorant des quantités indiquées dans son état des stocks.

L'inspection appelle toutefois l'exploitant à fournir, comme prescrit, un document dont la date permet d'attester d'une mise à jour hebdomadaire, quand bien même celle-ci n'engendrerait pas d'évolution. L'exploitant indique que le futur état des stocks consolidé, évoqué ci-dessus, sera bien mis à jour hebdomadairement et répondra à cette demande.

Ecart. Incomplétude de l'état des stocks qui n'intègre pas les palettes et les emballages pour l'un des deux locataires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'accès

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 29/03/2025

Prescription contrôlée :

L'installation dispose en permanence de deux accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.

Constats :

Lors de la visite du 19/12/24, l'inspection avait constaté qu'aucune matérialisation au sol et aucun panneau n'indiquait l'interdiction de stationner du côté extérieur de l'accès secondaire du site (rue du Télégraphe).

D'après une photo fournie en amont de l'inspection le 8/11/25, un marquage au sol jaune et deux panneaux d'interdiction de stationner ont été installés au droit de cet accès secondaire.

Lors de la visite objet du présent rapport, l'inspection constate la présence du marquage au sol mais l'absence des panneaux sus-cités, que l'exploitant déclare volés. L'accès est toutefois dégagé et utilisable.

Absence d'écart. L'inspection appelle toutefois l'exploitant à compléter le marquage au sol par une panneautique indiquant clairement l'interdiction de stationner.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complète le marquage au sol au niveau de l'accès secondaire du site (rue du Télégraphe) par une panneautique indiquant clairement l'interdiction de stationner.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Aires de mise en station des moyens aériens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.3.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement des aires de mise en station

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 29/03/2025

Prescription contrôlée :

Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie à l'article 7.3.2.

Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.

Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens. Au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres.

Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;
- elle comporte une matérialisation au sol ;
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ;
- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie en application du chapitre 7.23 de la présente annexe.
- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm².

Constats :

Lors de la visite du 19/12/24, l'inspection avait constaté que certaines aires de mise en station des moyens aériens avaient des tampons DN 400. L'inspection avait alors demandé à l'exploitant de justifier la résistance au poinçonnage au droit de ces tampons.

En amont de la visite objet du présent rapport, l'exploitant indique, par courriel du 8/11/25, que les regards D400 résistent à une charge de 400 kN selon la norme NF EN 1433, ce qui correspond à une résistance au poinçonnage de 141 N/cm² (du fait d'une surface de 2826 cm², le diamètre étant de 60 cm) et donc conforme à la prescription susvisée.

De même, lors de la visite du 19/12/24, l'inspection avait constaté que les aires échelles étaient situées au même niveau que les quais de déchargement et uniquement séparées de ceux-ci par des trottoirs. L'inspection avait alors demandé à l'exploitant de justifier le dimensionnement des

trottoirs séparatifs afin d'éviter l'inondation des aires échelles par les eaux d'extinction incendie en cas de sinistre (les quais de déchargement servant à la collecte de celles-ci).

En amont de la visite objet du présent rapport, l'exploitant fournit, par courriel du 8/11/25, un relevé géométrique réalisé par la société AXIS CONSEIL démontrant qu'un niveau de 20 cm d'eau dans les cours à camions (NPHE 134.93) n'entraîne pas l'inondation des aires échelles.

Absence d'écart.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accès dévidoirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Accès au bâtiment

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 04/07/2025

Prescription contrôlée :

A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.

Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs.

Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied.

Dans le cas où les issues ne sont pas prévues à proximité du mur séparatif coupe-feu, une ouverture munie d'un dispositif manœuvrable par les services d'incendie et de secours ou par l'exploitant depuis l'extérieur est prévue afin de faciliter la mise en œuvre des moyens hydrauliques de plain-pied.

Dans le cas où le dispositif est manœuvrable uniquement par l'exploitant, ce dernier fixe les mesures organisationnelles permettant l'accès des services d'incendie et de secours par cette ouverture en cas de sinistre, avant leur arrivée. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie.

Constats :

Lors de la visite du 19/12/24, l'inspection avait constaté que les portes d'accès à proximité des murs séparatifs coupe-feu n'étaient pas systématiquement de plain-pied et que certains de ces accès pouvaient être obstrués en cas de stationnement d'un engin sur les aires échelles.

Cette non-conformité avait fait l'objet d'une mise en demeure en date du 4/04/25 avec un délai de 3 mois à compter de la notification de l'arrêté.

Par courrier en date du 12/06/25, l'exploitant met en avant le guide entrepôt (version 4 de juin 2024) qui précise (page 134) :

« Aux entrepôts représentés sur leur plan de masse par un dessin similaire à un quadrilatère, à chaque façade du bâtiment, au moins une issue doit avoir une largeur minimale de 1,8 mètre. Une porte d'accès de plain-pied (avec rampe éventuellement) satisfait à cette exigence sans constituer forcément une issue de secours. Par ailleurs, les autres issues de secours ne sont pas concernées par cette exigence de largeur. »

Il indique par conséquent répondre à la prescription puisqu'il dispose a minima d'un accès dévidoir pour chaque façade du bâtiment.

Le jour de la visite objet du présent rapport, l'inspection vérifie que chaque façade possède bien un accès empruntable, c'est-à-dire de plain-pied et non susceptible d'être obstrué par un engin stationné sur l'aire échelle adjacente. L'inspection constate que des cheminements ont été aménagés au niveau des façades latérales du bâtiment pour permettre l'accès aux issues lorsqu'un engin est stationné sur l'aire échelle. Ces cheminements sont en graviers et ne répondent donc pas à la définition de chemin stabilisé permettant le passage d'un dévidoir.

Ecart. Absence d'accès dévidoir d'une largeur minimale de 1,8 m et accessible par un chemin stabilisé sur chaque façade du bâtiment.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.6.1 Annexe II

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 29/03/2025

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement

mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.
Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :
- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.

Constats :

Lors de la visite du 19/12/24, l'inspection avait constaté, par sondage, que les plans des réseaux n'étaient pas complets. Il manquait notamment :

- les dispositifs protection de l'alimentation en eau du site ;
- le réseau étendu pour raccorder la nouvelle cuve de sprinklage et l'installation de sprinklage de secours ;
- les secteurs collectés pour les eaux d'extinction incendie.

L'inspection avait par ailleurs relevé que la taille des documents tenus à la disposition des services de secours ne permettait pas leur bonne exploitation.

Par courriel du 8/11/25, l'exploitant fournit :

- un plan des réseaux actualisé, établi en date du 3/11/25 par la société AXIS CONSEIL, et indique que ce plan est disponible en format A0 dans les 2 postes de garde ;
- un plan indiquant le sens d'écoulement des eaux.

L'inspection note la complétude de ces plans, par rapport aux lacunes relevées lors de la dernière visite et rappelées ci-dessus, et constate la disponibilité d'un plan en format A0, offrant une lisibilité suffisante, au niveau d'un des postes de garde.

Absence d'écart.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.11

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

- date d'échéance qui a été retenue : 29/03/2025

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé au niveau des quais et dans le réseau d'évacuation des eaux pluviales.

Les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

Les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement (de 2550 m³) a été déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004). Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande ou automatiquement en cas de détection d'un incendie. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 19/12/24, l'inspection avait constaté que :

- l'exploitant n'était pas en mesure de justifier du volume disponible pour la rétention des eaux d'extinction ;
- certains avaloirs de la cour à camions contenaient de la végétation et des débris de sorte qu'ils n'étaient pas pleinement opérants pour diriger les eaux d'extinction vers le bassin de rétention.

Par courriel du 8/11/25, l'exploitant :

- fournit un document élaboré sur la base de relevés effectués sur site par la société AXIS CONSEIL indiquant qu'une hauteur d'eau de 20 cm d'eau dans les cours camions (NPHE 134.93) permet de retenir un volume de 624 m³ ;
- indique que le volume disponible pour la rétention des eaux d'extinction est de 2686 m³ (624 m³ dans les cours camions + 1797 m³ dans le bassin + 265 m³ dans les réseaux d'eaux pluviales de voiries) pour un volume déterminé selon le guide D9A de 2550 m³ ;
- indique que les avaloirs ont été nettoyés en 2025.

Le jour de la visite objet du présent rapport, l'inspection constate, par sondage, l'absence de

végétation et de débris dans les avaloirs de la cour à camions.
Absence d'écart.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Protection contre le risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 04/07/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 19/12/24, l'inspection avait constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que l'ARF et l'ETF n'avaient pas été actualisées à la suite de l'implantation d'une cuve GPL et un nouvel équipement d'extinction automatique incendie ; - que le délai de 6 mois pour la vérification des équipements n'était pas respectée ; - que l'exploitant n'était pas en mesure de justifier de la remise en conformités identifiées nécessaires ; - que le suivi des compteurs d'impact foudre n'était pas correctement réalisé. <p>Ces non-conformités avaient fait l'objet d'une mise en demeure en date du 4/04/25 avec un délai de 3 mois à compter de la notification de l'arrêté.</p> <p>Par courrier du 12/06/25, l'exploitant avait transmis à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les études foudre (ARF et ETF) mises à jour par la société BCM (Qualifoudre 051166662007) en date du 21/02/2025 ;

- le rapport de vérification complète des installations en date du 10/04/25.

L'inspection note que les études foudres incluent bien la cuve GPL et le système de sprinklage.

Le rapport de vérification complète indique quant à lui :

- une observation majeure : « les compteurs de coup de foudre des descentes repère 4 et 5 sont hors service » ;
- que les parties actives de la tête des PDA n'ont pas été vérifiées ;
- que 5 parafoudres n'ont pas pu être vérifiés, faute d'accès.

Par courriel du 8/11/25, l'exploitant transmet un dossier des ouvrages exécutés attestant divers travaux dont le remplacement de compteurs de coups de foudre non fonctionnels. Lors de la visite, l'inspection constate que l'ensemble des compteurs de coup de foudre sont fonctionnels.

A la demande de l'inspection, l'exploitant fournit le registre attestant du suivi des compteurs de coups de foudre des trois derniers mois. Sur la base des documents fournis, l'inspection note qu'un relevé est effectué de manière hebdomadaire et qu'aucun coup de foudre n'a été enregistré.

Ecart. L'exploitant ne justifie pas de la vérification complète de ses installations de protection contre la foudre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Ateliers de charge

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article Articles 2.4, 2.5, 2.6, 2.9, 4.3 et 4.9

Thème(s) : Risques accidentels, Locaux de charge

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 04/06/2025

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.3 "L'exploitant recense, sous sa responsabilité et avec l'aide éventuelle d'organismes spécialisés, les parties de l'installation présentant un risque spécifique pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. Électrique. Les parties d'installation présentant un risque spécifique tel qu'identifié ci-dessus, sont équipées de détecteurs d'hydrogène."</p> <p>Article 4.9 "Pour les parties de l'installation équipées de détecteur d'hydrogène, le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans le local sera pris à 25 % de la L.I.E. (limite inférieure d'explosivité), soit 1 % d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme. Pour les parties de l'installation identifiées au point 4.3 non équipées de détecteur d'hydrogène, l'interruption des systèmes d'extraction d'air (hors interruption prévue en fonctionnement normal de l'installation) devra interrompre automatiquement, également, l'opération de charge et déclencher une alarme."</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 19/12/24, l'inspection avait constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux détecteurs d'hydrogène étaient hors service ; - la charge des chariots n'était pas asservie au fonctionnement des extracteurs d'air. <p>Cette non-conformité avait fait l'objet d'une mise en demeure en date du 4/04/25 avec un délai de 2 mois à compter de la notification de l'arrêt.</p> <p>Par courriel du 8/11/25, l'exploitant a indiqué que la société INEO était intervenue le 02/07/2025 pour remplacer les 2 détecteurs d'hydrogène défectueux. Il fournit le constat d'intervention associé, indiquant le remplacement et l'étalonnage de ces détecteurs. Il fournit également le rapport de maintenance pour les 5 détecteurs installés dans les 3 locaux de charge, réalisée à la suite de cette intervention le 02/07/25, qui conclut au bon fonctionnement des 5 détecteurs. Le local de charge étant équipé de détecteurs d'hydrogène, l'asservissement de la charge au fonctionnement des extracteurs d'air n'est pas requise réglementairement.</p> <p>Absence d'écart. Le point correspondant de la mise en demeure sus-citée peut être levé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>
<p>N° 9 : Exercice d'évacuation</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation du personnel</p>

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 04/10/2025

Prescription contrôlée :

Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m². En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.

Constats :

Lors de l'inspection du 19/11/24, l'exploitant avait indiqué à l'inspection n'avoir jamais réalisé d'exercice d'évacuation. Cette non-conformité avait fait l'objet d'une mise en demeure en date du 04/04/25 avec un délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté.

L'inspection avait alors organisé un exercice lors de l'inspection et relevé :

- que les intervenants de sociétés extérieures n'avaient pas reçu de consignes spécifiques quant à l'évacuation en cas d'incendie ;
- que le personnel de l'entrepôt méconnaissait certaines consignes (abandon du chariot) ;
- qu'un point de rassemblement était positionné au droit d'une aire de mise en station pour les engins de secours.

Par courriel du 08/11/25, l'exploitant avait indiqué :

- qu'une évacuation avait été réalisée le 17/04/2025 (en fournissant les compte-rendus réalisés par les deux locataires) ;
- que le point de rassemblement avait été déplacé au niveau de l'abri à vélos sur le parking VL (en fournissant une photo à titre de justification).

Dans le cadre de la visite objet du présent rapport, l'inspection interroge l'exploitant sur les consignes fournies aux personnels internes et non-permanents à la suite de l'exercice réalisée lors de la précédente visite. Les locataires indiquent que les consignes ont été rappelées à l'oral à leur personnel mais qu'il n'y a pas eu d'information envers les intervenants d'entreprises extérieures. L'inspection note que les compte-rendus de l'évacuation du 17/04/25 indiquent le bon respect des consignes par les personnels internes et non-permanents. **L'inspection appelle toutefois**

l'exploitant à rédiger des fiches de consignes afin de s'assurer de la bonne information des intervenants d'entreprises extérieures.

L'inspection interroge également l'exploitant sur les actions menées à la suite de l'évacuation du 17/04/25, dont les compte-rendus réalisés par les deux locataires indiquent un défaut de formation de l'agent de sécurité du propriétaire. L'exploitant indique le caractère exceptionnel de cette situation et une modification de l'organisation afin d'éviter que cette situation ne se reproduise.

L'inspection constate le déplacement du point de rassemblement qui était situé sur l'aire de stationnement pour les engins de secours au niveau du parking VL.

Suite à la demande de l'inspection, l'exploitant répond ne pas avoir organisé de nouvel exercice d'évacuation depuis le 17/04/25.

Ecart. Non respect de la fréquence semestrielle pour la réalisation d'exercices d'évacuation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Liste des mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.24.1

Thème(s) : Risques accidentels, MMR

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 29/04/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.

Cette liste est intégrée dans le système de gestion de la sécurité. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

Constats :

Lors de la visite du 19/12/24, l'exploitant n'avait pas établi une liste des mesures de maîtrise des risques conforme.

Par courriel du 8/11/25, l'exploitant indique que le gestionnaire a mis en place un tableau de suivi des MMR intégrant entre autres la fréquence de vérification, la société intervenante et la date d'intervention.

Le jour de la visite objet du présent rapport, l'inspection constate que le tableau sus-cité comprend l'ensemble des installations nécessitant une maintenance préventive et ne répond donc pas à la prescription susvisée. Outre les opérations de maintenance préventive, qui doivent être enregistrées et archivées, cette liste doit notamment inclure et permettre de tracer :

- les opérations de test et de contrôle, qui sont réalisées selon la périodicité et les procédures définies par l'exploitant afin d'assurer l'efficacité de la MMR ;
- les anomalies et défaillances enregistrées ;
- les opérations de maintenance curative, les remplacements et les mesures compensatoires mises en oeuvre en cas de défaillance ;
- les éventuelles modifications effectuées ;
- les procédures de mise en oeuvre et, le cas échéant, la formation du personnel à celles-ci.

Ecart. L'exploitant ne dispose pas d'une liste des mesures de maîtrise des risques (MMR) conforme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Astreinte

Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.23

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 04/06/2025

Prescription contrôlée :

Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule. Le plan de défense incendie comprend :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- la procédure d'alerte du poste de sécurité des gestionnaires de la route RD2020 et de la ligne SNCF qui longent le site (risque de perte de visibilité) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au chapitre 7.5 ci-dessus ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au chapitre 7.15 ci-dessus ;
- les dispositions à prendre à proximité de la ligne haute tension ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au chapitre 7.22 ci-dessus.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Ce plan de défense incendie est tenu à jour

Constats :

Lors de l'inspection du 19/12/24, l'inspection avait constaté que le PDI, inclut dans le POI, ne contenait pas :

- la procédure d'alerte des gestionnaires de la route RD2020 ;
- la procédure d'alerte du gestionnaire de la ligne SNCF.

Cette non-conformité avait fait l'objet d'une mise en demeure en date du 04/04/25 avec un délai de 2 mois à compter de la notification de l'arrêté.

Par courriel du 08/11/25, l'exploitant indique que le POI a été mis à jour avec la création de fiches pour les deux procédures sus-citées.

L'inspection constate que le POI actualisé inclut bien ces procédures.

Absence d'écart. Le point correspondant de la mise en demeure sus-citée peut être levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 12 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 04/06/2025

Prescription contrôlée :

Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.

Constats :

Lors de la visite du 19/12/24, l'inspection avait constaté que le POI ne contenait pas :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements dans l'environnement, à l'intérieur et à l'extérieur du site, en cas d'accident ;
 - les moyens et méthodes pour la remise en état et le nettoyage à la suite d'un accident ;
 - les consignes concernant la vérification du bon démarrage de l'installation de sprinklage (et le cas échéant son activation manuelle) et la vérification de la bonne mise sur rétention du site.
- Cette non-conformité avait fait l'objet d'une mise en demeure en date du 04/04/25 avec un délai de 2 mois à compter de la notification de l'arrêté.

Par courriel du 08/11/25, l'exploitant indique que le POI a été mis à jour avec la création de fiches pour :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements dans l'environnement, à l'intérieur et à l'extérieur du site, en cas d'accident ;
- les moyens et méthodes pour la remise en état et le nettoyage à la suite d'un accident.

L'inspection constate, sur la base des fiches OS.9 et OS.10 du POI concernant les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements dans l'environnement, à l'intérieur et à l'extérieur du site, en cas d'accident, et les moyens et méthodes pour la remise en état et le nettoyage à la suite d'un accident, que l'exploitant n'a pas contractualisé avec un prestataire. En l'état, les dispositions prévues ne permettent pas de répondre aux prescriptions de l'arrêté du 26/05/14 modifié.

L'inspection note également que les consignes concernant la vérification de la bonne mise sur rétention du site et du bon démarrage de l'installation de sprinklage (et le cas échéant son activation manuelle) n'ont pas été ajoutées. Concernant l'activation manuelle du sprinklage, l'exploitant indique être dans l'attente que son prestataire AAI lui fournisse la procédure.

L'inspection note en outre que le déplacement du point de rassemblement (mentionné au point de contrôle n°9 du présent rapport) n'a pas été indiqué, que le POI ne mentionne pas la localisation des accès dévidoirs susceptibles d'être empruntés par les services de secours, que les dispositifs de rétention présentés sont incohérents avec les modalités de confinement présentés dans le cadre du point de contrôle n°6 du présent rapport, et qu'il manque les plans de zonage et d'implantation de la détection incendie.

Enfin, l'inspection relève que le POI indique qu'au vu du "faible nombre de cadres" présents dans les locaux, il "semblerait logique que la gestion d'un accident grave soit gérée en commun par les personnes présentes sur le site, la fonction DOI étant attribuée au responsable de la structure impactée et la fonction Adjoint DOI à un cadre de la structure voisine". Or, lors de la visite objet du présent rapport, les cadres des deux locataires indiquent refuser d'endosser la responsabilité de DOI à la place de l'exploitant. Dès lors, les dispositions prévues par le POI pour l'attribution de la fonction de DOI apparaissent inopérantes.

L'exploitant indique avoir missionné un bureau d'études pour actualiser le POI et qu'une nouvelle version sera disponible avant la fin du premier trimestre 2026.

L'inspection rappelle à l'exploitant que le POI doit être testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et, par conséquent, qu'un exercice doit être réalisé avant le 1er janvier 2026.

Ecart. Incomplétude du POI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Astreinte
Proposition de délais : 60 jours

N° 13 : Prévention des risques – Cuve GPL

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article 7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 19/12/24, l'inspection avait constaté une érosion significative des sols autour du massif béton qui supporte la cuve de GPL de l'établissement. Il avait alors été demandé à l'exploitant de démontrer que cette situation n'emportait pas de conséquences en termes de sécurité de l'équipement.</p> <p>En réponse à ce constat et en amont de la visite objet du présent rapport, l'exploitant indique, par courriel du 08/11/25, être en attente d'un rapport demandé à Antargaz.</p> <p>Lors de la visite objet du présent rapport, l'exploitant indique de pas avoir reçu le rapport sus-cité et, par conséquent, ne pas être en mesure de justifier que l'érosion des sols ne remettait pas en cause la stabilité de la cuve.</p> <p>Par courriel du 12/12/25, l'exploitant transmet l'attestation de requalification périodique de la cuve, en tant qu'équipement sous pression. Ce document ne porte que sur l'équipement en lui-même et ne permet donc pas de conclure quant à l'acceptabilité du sol érodé.</p> <p>Ecart. L'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner ses installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 14 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article 7.13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir (270 m³/h), alimentés par un réseau privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau communes aux 3 bâtiments P1P2, P3 et P4 (d'une capacité totale de 720 m³), réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; • de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. <p>Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant deux heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001).</p> <p>L'exploitant tient à la disposition des installations classées la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p> <p>Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus (cuve de 630 m³). L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.</p>

Constats :

Lors de la visite du 19/12/24, l'inspection avait demandé à l'exploitant de justifier de la conformité du débit en simultané des poteaux incendie.

Par courriel du 08/11/25, l'exploitant indique que :

- le contrôle simultané a été réalisé sur 2 poteaux incendie en novembre 2024, avec des débits mesurés de 120 m³/h à 4,7 bar et 4,6 bar d'après le rapport de vérification consulté par l'inspection ;
- le contrôle sur 3 poteaux incendie en simultané sera réalisé en novembre 2025.

Le jour de l'inspection objet du présent rapport, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du contrôle sur 3 poteaux incendie en simultané.

Ecart. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la disponibilité du débit calculé nécessaire conformément au document technique D9 (270 m³/h).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 15 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article 7.12 et 7.22

Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie

Prescription contrôlée :**Article 7.12**

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

Article 7.22

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre. [...]

Constats :

A la demande de l'inspection, l'exploitant fournit son dernier compte-rendu de vérification périodique du système de détection automatique d'incendie, daté du 05/09/25.

Ce compte-rendu fait état :

- d'une ou plusieurs anomalies durant les essais des fonctions de système de mise en sécurité incendie et du système de détection incendie ;
- de plusieurs installations n'ayant pas pu être vérifiées faute d'accès.

Ecart. Absence de maintien en bon état du système de détection incendie et absence de contrôle exhaustif des installations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 60 jours

N° 16 : Système d'extinction automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article 7.13

Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique d'incendie

Prescription contrôlée :

[...]

Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus (cuve de **630 m³**). L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.

[...]

<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant fournit son dernier compte-rendu de vérification semestrielle du système d'extinction automatique d'incendie, daté du 26/06/25.</p> <p>Ce compte-rendu liste plusieurs améliorations ou observations, dont notamment une fuite de gasoil entre la cuve et le moteur du local côté est du site.</p> <p>Lors de la visite objet du présent rapport, l'inspection constate que cette fuite n'a pas été réparée.</p> <p>Ecart. Absence de maintien en bon état du système d'extinction automatique d'incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>